

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 57

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2638 - Prix : 1€

La Chambre d'Agriculture change de mains mais au profit de qui ? *Page 8*

Impôts : aux capitalistes de financer leur État ! *Page 3*

Réforme de la fonction publique : une attaque contre tous les travailleurs *Page 7*

Édouard Philippe et le RSA : acharnement antipaupres *Page 9*

Abus sexuels dans l'Église : la loi du silence *Page 10*

CHU
Hold-up de la direction sur les RTT des agents du paramédical *Page 11*

Contre la logique capitaliste,

nos intérêts de travailleurs !



Ascoval, Ford, PSA... contre la logique capitaliste, nos intérêts de travailleurs

« Il faudrait faire payer l'impôt à tous, y compris aux plus modestes », a proposé la ministre de la Cohésion des territoires, Jacqueline Gourault. Le gouvernement a aussitôt démenti, mais un de ses représentants aura à son tour joué sa petite musique contre les plus pauvres. Quelques jours plus tôt, Edouard Philippe avait expliqué qu'il faudrait exiger des « contreparties » en échange du RSA, comme si les bénéficiaires des aides sociales étaient de bienheureux profiteurs. Dans la même veine, Gourault pointe du doigt les travailleurs non imposables sur le revenu qui n'auraient pas « le sens de l'impôt » !

Il fallait oser ce mensonge grossier, alors que même les smicards, les précaires, les chômeurs ou les retraités au minimum vieillesse payent la TVA, l'impôt le plus inégalitaire qui soit, puisqu'il est au même taux pour tous, milliardaires comme ouvriers.

Inspirées par leur chef, les troupes de Macron savent désigner les plus modestes comme des irresponsables auxquels il faudrait inculquer le sens du bien commun. Et elles rivalisent d'imagination pour proposer de nouvelles façons de présenter l'addition aux classes populaires, au nom de la justice sociale. Pour ce gouvernement comme pour ses prédécesseurs, tout est envisageable, sauf s'en prendre aux capitalistes, aux véritables fabricants du chômage et de la pauvreté.

Ces derniers jours, des annonces de fermetures d'entreprises se sont succédé en France. À Blanquefort, près de Bordeaux, c'est Ford qui confirme la fermeture de son usine et laisse 800 travailleurs sur le carreau, sans compter ceux des sous-traitants. Dans l'Est, PSA veut transférer sa production d'Hérimoncourt à Vesoul, à plus de 80 km de là, menaçant les emplois de 200 ouvriers en CDI et 30 intérimaires. Ce sont autant de catastrophes pour des centaines de familles de travailleurs.

« Ces gens-là jouent avec les vies de 280 personnes », s'est exclamé un ouvrier de l'aciérie Ascoval à Saint-Saulve, dans le Nord. Il commentait l'annonce par le repreneur Altifort qu'il n'avait pas les fonds nécessaires pour remettre l'activité en route. C'est le trust Vallourec, riche à milliards, qui s'était débarrassé de l'aciérie en 2017. Du ministre Bruno Le Maire au président de la région Xavier Bertrand, tous avaient parlé de l'injustice de cette fermeture et même de l'irresponsabilité de Vallourec.

Aux mensonges des capitalistes pour justifier les fermetures d'usines succèdent les mensonges des dirigeants politiques, justifiant leur impuissance par de prétendues réalités économiques, la concurrence ou les décisions de groupes privés. Ceux-là, il n'est jamais question de les contraindre à quoi que ce soit ! Les politiciens, si prompts à menacer les chômeurs et les bénéficiaires d'aides sociales qui ne permettent que de survivre, n'ont exigé aucune contrepartie aux centaines de millions d'euros que l'État a versés à Vallourec au fil des ans, en prétendant sauver les emplois et l'usine.

Oui, dans sa course au profit, le grand capital ne tient pas compte de la vie des familles ouvrières qu'il condamne, des régions où toute la vie sociale se dégrade quand le travail disparaît. Les travailleurs n'ont que leur salaire pour vivre et ils n'ont la main sur aucune des décisions qui affectent toute leur vie. Le pouvoir d'achat, les contraintes et la durée du travail, l'organisation de la vie de famille, rester dans une région ou en partir faute d'emploi : toute notre vie dépend des intérêts d'une poignée de grands actionnaires.

Cette logique n'écrase pas seulement la classe ouvrière. Les petits commerçants d'Hérimoncourt, qui ont baissé le rideau et manifesté aux côtés des travailleurs de PSA contre la fermeture de l'usine, le savent. Ils dépendent du pouvoir d'achat des travailleurs et sont bien souvent sous la coupe des banques et des fournisseurs. Et parmi les agriculteurs, auprès desquels Macron est allé faire son show à l'ouverture du Salon de l'agriculture, combien ne vivent pas de leur travail, pris en tenaille entre les prêts bancaires d'un côté et la grande distribution de l'autre ?

Dans ce capitalisme en crise, la grande bourgeoisie intensifie l'exploitation pour maintenir ses profits. Elle continuera à tirer les travailleurs en arrière s'ils n'organisent pas la riposte. Les travailleurs sont au centre de la production et font fonctionner toute la société. Ils peuvent imposer leur contrôle à ces grands groupes, dont les décisions conditionnent le droit à l'existence des classes populaires. Oui, les travailleurs ont les moyens de contester la domination du grand capital, qui menace l'avenir de toute la société.

Inflation et démagogie gouvernementale

Face à la colère populaire qui s'est exprimée depuis des mois contre la vie chère sur les barrages dressés par les Gilets Jaunes à La Réunion, le gouvernement tente aujourd'hui de donner le change en envoyant sur place son monsieur Pauvreté. Annick Girardin, la ministre de l'Outre-mer, a ressorti le Bouclier Qualité Prix instauré en 2009 lors de la mobilisation du Cospar et qui s'était révélé bien incapable de protéger les consommateurs de la rapacité des capitalistes de l'import-export et de la grande et de la petite distribution !

Et voilà que l'Insee vient de rendre public ses calculs concernant

l'inflation officielle dans l'île en 2018. Elle se monte à 1,8 %, laissant loin derrière elle les augmentations dérisoires de salaires et de retraites et confirmant une nouvelle fois la perte bien réelle du pouvoir d'achat subie par les travailleurs et les classes populaires.

L'agitation de Macron, de ses ministres et de ses hauts fonctionnaires n'aura donc, comme on pouvait s'y attendre, servi à rien.

Et c'est bien pourquoi la lutte pour l'indexation des salaires, des retraites et des minima sociaux sur les prix reste toujours plus que jamais à l'ordre du jour !



Impôts : aux capitalistes de financer leur État !

Sous prétexte que 40 % seulement de la population s'acquitte de l'impôt sur le revenu, de nombreux politiciens, de Le Maire à Mélenchon, en passant par Juppé, affirment que « *tout le monde doit payer des impôts, dès le premier euro gagné* ». C'est faire croire que les classes populaires ne paient pas d'impôt. Or les travailleurs, qu'ils soient en activité, au chômage ou en retraite, financent l'essentiel des deux taxes qui rapportent le plus à l'État : la TVA et la CSG, dont le montant est trois fois supérieur à l'impôt sur le revenu et près de dix fois à l'impôt sur le bénéfice des sociétés.

En disant, comme Mélenchon, qu'« *il y a une dignité civique à contribuer à l'effort collectif* », ces politiciens voudraient faire croire que la société capitaliste est une communauté d'individus ayant les mêmes intérêts, où l'État représenterait l'intérêt général et par l'impôt chercherait à diminuer un peu les inégalités. Ils cachent l'essentiel, à savoir que ces inégalités sont la conséquence d'une société divisée en classes sociales opposées, où la bourgeoisie, qui possède les grandes entreprises et

les banques, tire ses richesses de l'exploitation du travail de l'immense majorité, qui n'a que ses bras et son cerveau pour vivre.

Dans cette société, l'État n'est pas neutre et son rôle fondamental est d'aider le grand patronat à exploiter les travailleurs.

Quant aux services publics que l'impôt serait censé financer, ils servent de plus en plus de vaches à lait pour financer les capitalistes privés, et c'est l'État lui-même qui en est le principal démolisseur.

En effet, plus le capitalisme est à l'agonie, plus l'État se concentre sur son cœur de métier : utiliser l'argent public pour arroser de subventions le grand patronat, rembourser grassement les banques et renforcer une armée qui défend les intérêts des trusts français aux quatre coins de la planète.

Cette vieille devise du mouvement ouvrier est plus que jamais d'actualité : « *Pas un sou pour l'État de la bourgeoisie !* »

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 2 MARS de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 15 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 30 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 31 MARS de 8H30 à 10H00**

Chômage : les chiffres et la réalité

Jeudi 14 février, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, annonçait triomphalement une baisse du taux de chômage, qui serait passé sous la barre des 9 %. C'est une manipulation qui ne trompera personne.

Pénicaud a mis en avant les chiffres de l'Insee, qui estime le nombre de chômeurs à 2,4 millions de personnes en France. C'est déjà énorme, mais bien en dessous de la réalité. Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi, lui, s'élève à 6,3 millions. Parmi eux, 3,4 millions sont en catégorie A, c'est-à-dire qu'ils n'ont accès à aucun emploi, même précaire ou partiel. Il faut y ajouter des allocataires du RSA, des jeunes pas encore inscrits, des travailleurs découragés et tous ceux qui ont été

radiés des listes par Pôle emploi lui-même.

Quoi que prétende le gouvernement, le chômage ne recule donc pas. Et il ne peut pas en être autrement dans cette période de crise profonde, où les capitalistes considèrent que la production ne leur rapporte pas assez et préfèrent la rentabilité immédiate de la spéculation financière. Les plans de licenciements continuent à se succéder, en particulier dans des groupes riches à milliards comme PSA ou Carrefour. Et le gouvernement alimente le chômage en supprimant des centaines de milliers d'emplois dits aidés et en prévoyant de réduire de 120 000 le nombre de fonctionnaires.

Ce chômage de masse pèse sur

l'ensemble du monde du travail. La peur du chômage est utilisée par le patronat pour imposer la généralisation des contrats précaires, le blocage des salaires, des horaires à rallonge ou au contraire des temps partiels non choisis, c'est-à-dire pour aggraver l'exploitation de tous et augmenter ainsi les profits.

Des travailleurs de plus en plus exploités d'un côté, des travailleurs privés de salaire de l'autre : voilà la répartition capitaliste du travail, avec les profits patronaux pour seul objectif. L'intérêt des travailleurs, c'est exactement l'inverse : la répartition du travail entre tous sans perte de salaire.

Ils nous font suer !

En cette période de fortes chaleurs, la température atteint des sommets dans les salles de classe réunionnaises. On a relevé jusqu'à 35 degrés dans des écoles au Port. Entre 30 et 33 degrés dans celles de La Possession ou de Saint-Denis.

Travailler dans ces conditions devient impossible pour les élèves dont

les parents ont manifesté leur mécontentement à Henri Dunant à Saint-Denis et à Carosse à Saint-Gilles.

S'il fait si chaud dans les salles de classes, c'est tout simplement parce qu'il y manque la climatisation.

Le recteur d'académie, Vêlayou-dom Marimoutou, a préféré botter en

toucher face à la grogne des parents d'élèves en déclarant depuis son bureau climatisé que « *ces conditions climatiques n'étaient pas exceptionnelles !* ». Ce qui révèle chez ce monsieur un exceptionnel mépris pour les enfants des classes concernées.

Jeunes pour le climat : un monde à changer

« *En 2050 vous serez morts, pas nous !* ». C'est avec ce cri que plusieurs centaines d'étudiants et de lycéens ont manifesté vendredi 15 février devant le ministère de la Transition écologique et solidaire, à Paris, pour appeler le gouvernement à prendre des mesures d'urgence contre le changement climatique.

Ce rassemblement s'inscrivait dans le mouvement « Fridays for Future » qui appelle depuis deux mois la jeunesse à multiplier, chaque vendredi, les grèves dans les écoles et les facultés, et ce, dans plusieurs pays, la Suède, la Grande-Bretagne, l'Australie, l'Allemagne, la Suisse et surtout la Belgique, où 70 000 personnes se sont rassemblées à Bruxelles le 27 janvier dernier.

Ce mouvement entraîne des jeunes qui veulent exprimer leur inquiétude et leur révolte. Selon les prévisions scientifiques les plus optimistes, le réchauffement climatique aura des conséquences catastrophiques pour une partie importante de l'humanité, et bien des régions du monde sont d'ores et déjà transformées en poubelles. Les jeunes manifestants n'acceptent pas un tel avenir et ils ont raison.

En France, le gouvernement a tenté de faire les yeux doux à ce mouvement de jeunesse apparemment spontané. Il s'est fait huer. Ceux qui se mobilisent ont en effet conscience que les États ne prennent aucune mesure sérieuse contre le changement climatique et ne font

que des discours.

Comment pourrait-il en être autrement ? Les États sont entièrement au service de la classe capitaliste. C'est même leur raison d'être. Or, comment lutter contre le réchauffement climatique sans s'attaquer à celle qui en porte la principale responsabilité, la classe capitaliste ? Comment permettre à l'humanité de gérer rationnellement les ressources mondiales sans remettre en cause la mainmise des grands groupes capitalistes sur lesdites ressources et l'ensemble de la société, organisée à leur profit. On ne peut lutter pour l'avenir de la planète sans combattre le système qui la pollue sur tous les plans.

À La Réunion comme ailleurs, des riches toujours plus riches

Une autre étude de l'Insee fait ressortir que les 10 % les plus riches de la population réunionnaise possèdent en moyenne 1 million d'euros de patrimoine, et parmi eux certains disposent de beaucoup plus, quand les 10 % les plus pauvres ne possèdent que 1200 euros !

Le fossé entre riches et pauvres ne fait que s'agrandir et cela n'a rien de fatal ou de normal, il est le résultat de l'exclusion d'un nombre considérable de personnes du travail et de l'exploitation même des travailleurs obligés d'échanger leur force de travail pour des salaires bien souvent insuffisants pour vivre décemment.



L'enrichissement de la minorité riche ne s'est fait qu'en spoliant la majorité, laborieuse, de la société. Seule l'expropriation du grand patronat et

des gros actionnaires pourra permettre de rendre justice aux classes populaires.

L'économie capitaliste prise de folie



Dans son édition du 21 février 2019, le journal économique Les Echos a donné la parole à Kenneth Rogoff, professeur d'économie et de science politique à la réputée université américaine de Harvard sur le thème « Sommes-nous vraiment à l'abri d'une nouvelle crise économique mondiale ? ».

L'économiste distingué rappelle alors dans son billet que la dette mondiale s'élève aujourd'hui à la somme fantastique de deux cent mille milliards de dollars et que cette dette à risque s'est déplacée vers un système financier de l'ombre. Il faut traduire que tous les États se retrouvent à gérer la dette accumulée par tout ce que la planète compte de spéculateurs invétérés et qu'ils n'ont aucun contrôle sur les agissements de ces derniers.

Et l'économiste de conclure dans un premier temps que « *Théoriquement la prochaine grande crise ne devrait pas survenir avant vingt ou quarante ans* » (Quelle précision!) pour finir par dire que « *La prochaine grande crise financière pourrait bien survenir bien plus tôt que prévu* » !

Tout cela pour dire que les économistes de la bourgeoisie et la bourgeoisie elle-même ne contrôlent rien dans le système actuel qui fait planer une menace permanente de crash au-dessus de la tête de toute l'humanité.

Alors celle-ci a tout intérêt à retirer des mains de ces apprentis sorciers et exploitateurs les rênes des grandes entreprises, des banques et de l'économie en général pour échapper au pire !

Didier Robert et ses contes à dormir debout !

Lors de la première assemblée plénière 2019 du Conseil régional, son président, Didier Robert a annoncé des « mesures fortes » pour redonner du pouvoir d'achat aux Réunionnais.

Il a annoncé sa volonté de voir la collectivité consacrer 40 millions d'euros de son budget pour aider les importateurs à financer le fret de

leurs marchandises dans le but, a-t-il dit, de faire baisser le prix des marchandises.

Qui nous fera croire que les capitalistes importateurs baisseront leurs prix après avoir empoché cette nouvelle manne publique ?

Ils feront comme ils l'ont fait avec les exonérations de cotisations sociales, le CICE ou la baisse de l'im-

pôt sur les sociétés, ils s'en serviront pour gonfler leurs profits et distribuer encore plus de dividendes à leurs actionnaires.

Les consommateurs ne verront aucun résultat sur le montant de leurs tickets de caisse. Le racket continuera. Et cela Didier Robert comme Macron le savent pertinemment.

Les recettes indigestes du président du Conseil régional



Faire de nouveaux cadeaux aux capitalistes de l'import-export, c'est bien beau, mais quand on est endetté jusqu'au cou comme l'est le Conseil régional, il faut bien compenser par des économies dans d'autres domaines.

Son génial président a tout de suite sorti de son chapeau deux propositions. La première consisterait à baisser le plafond des ressources requis pour avoir droit à la continuité territoriale. De 26 030 € aujourd'hui celui-ci passerait à 11 000 euros. Si

ce projet venait à se concrétiser, ce serait plusieurs dizaines de milliers de Réunionnais qui en subiraient le contre coup financier.

La seconde serait de mettre fin à quelques 400 contrats précaires dont les salaires sont financés par sa collectivité. 400 travailleurs supplémentaires menacés donc de se retrouver sans emploi et sans salaire.

Prendre l'argent dans les poches des travailleurs pour remplir celles du grand patronat, Didier Robert reste fidèle à sa classe, celle des profiteurs.

La crise du logement : une des tares de système capitaliste !

À La Réunion, avec le chômage, le manque de logements est un véritable fléau pour les classes populaires. D'ailleurs, l'un dépend de l'autre et vice versa. Si un travailleur n'a pas de travail, il peut difficilement avoir un logement décent. Et s'il n'a pas de toit, il lui sera tout aussi difficile de trouver du travail. Et plus la crise capitaliste s'approfondit, plus la crise du logement prend de l'ampleur.

La demande de logements sociaux reste très forte.

Il n'existe qu'à peine un peu plus de 75 000 logements sociaux qui sont loin de couvrir les besoins de la population. Chaque année depuis 2011, on en construit moins de 3000, alors qu'il en faudrait 7 fois plus pour satisfaire les demandes.

Les ménages ne sont pas seuls à souffrir du manque de logement. 4000 étudiants ne trouvent pas à se loger. Certaines familles se saignent aux quatre veines pour permettre à leur enfants d'effectuer des études. Les étudiants dont les parents n'ont pas les moyens de leur payer un logement, sont obligés de faire une croix sur leurs études.

Bien souvent, l'offre de logements sociaux n'est pas adaptée aux familles nombreuses qui doivent, pour la plupart, accepter des T1, des T2 ou aux mieux des T3.



Et que dire de l'habitat indigne qui touche 18 à 20 % de la population !

Un autre point noir concerne les loyers. Dans l'île, le prix du mètre carré des logements sociaux et très sociaux est plus élevé qu'en métropole, exception faite de l'Île de France.

Le prix du foncier qui ne cesse de flamber, le coût des matériaux qui est en moyenne de 39 % plus élevé qu'en métropole ne sont pas pour faciliter la construction des logements.

La suppression fin 2017 de l'allocation logement à la propriété a privé 4000 familles de leurs habitations.

La responsabilité de cette situation alarmante pour les travailleurs incombe à l'État qui ne met pas les

moyens financiers pour construire les logements sociaux en nombre suffisant.

Alors qu'il faudrait augmenter la Ligne budgétaire unique (LBU) destinée à la construction de ces logements, le gouvernement a tendance à la baisser !

Pourtant, il trouve des milliards à gogo pour remplir les poches des capitalistes.

Il faudrait consacrer une partie de cet argent jeté par les fenêtres pour créer les logements, qui plus est à prix coûtant, pour les travailleurs qui payent à tous les niveaux la politique de restriction des gouvernements qui se succèdent. Un toit c'est un droit !

Plan santé : vers l'accélération des fermetures d'hôpitaux

En présentant son plan santé le 12 février, la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, s'est félicitée de la création de plusieurs centaines d'hôpitaux de proximité. On pourrait croire qu'elle met un coup d'arrêt aux fermetures, incessantes depuis des années, de petits hôpitaux et de maternités et qu'elle revient en arrière pour satisfaire au mieux les besoins. Malheureusement, il n'en est rien.

Des hôpitaux existants vont voir leurs moyens d'accueil des patients drastiquement réduits, pour devenir des hôpitaux de proximité qui n'ont plus d'hôpitaux que le nom : Agnès Buzyn a annoncé elle-même sans gêne qu'ils ne comporteront ni maternité, ni chirurgie, ni urgences. Destinés à masquer les économies sur

la santé et l'accélération des fermetures de maternités et de services hospitaliers dans tout le pays, ils correspondront en réalité à ce qu'on appelait avant les hospices.

Tous les hôpitaux, en région parisienne et en province, connaissent les réorganisations continues de services, leur concentration, visant à chaque fois à diminuer les capacités d'accueil en fermant des lits et en supprimant du personnel. Les services hospitaliers sont le plus possible sous-traités au privé. Ainsi un grand hôpital dit de pointe pour la neurochirurgie, la chirurgie cardiaque et l'ophtalmologie, la fondation Rothschild à Paris, a vu supprimer son laboratoire d'analyses pourtant vital. Il doit maintenant transmettre

ses prélèvements, parfois d'urgence absolue, à un laboratoire privé.

Le plan du gouvernement est simple et clair : c'est un plan d'économies drastiques, quitte à réduire de façon criminelle la prise en charge hospitalière des malades.



Réforme de la fonction publique : une attaque contre tous les travailleurs

Mercredi 13 février, le gouvernement a présenté son projet de loi de réforme de la fonction publique. Une nouvelle fois, par réforme, il faut entendre attaque contre une partie des salariés.

Le projet prévoit de faciliter le recours aux contractuels, c'est-à-dire aux travailleurs embauchés dans la fonction publique avec un contrat de droit privé. Cela n'a rien de nouveau : les contractuels représenteraient 21 % des travailleurs dans la fonction publique, et même 25 % dans la fonction publique territoriale. Ils sont particulièrement nombreux aux postes les moins bien payés, et plus souvent à temps partiel que les fonctionnaires. Ces travailleurs sont majoritairement en CDD. Et le gouvernement veut aggraver la situation en allongeant la durée des CDD et en multipliant les CDI de droit privé, au détriment des embauches de fonctionnaires, mieux protégés contre les licenciements.

D'autres dispositions du projet de loi vont dans le même sens. La rupture conventionnelle, qui masque souvent un licenciement, serait autorisée pour les contractuels. L'État pourrait imposer des contrats de projet qui, comme les contrats de mis-



sion dans le secteur privé, seraient liés à une mission précise et ne pourraient pas être transformés en CDI. Enfin, plusieurs dispositions sont censées encourager les transferts entre administrations et même entre différentes fonctions publiques, ce qui faciliterait les 120 000 suppressions de postes annoncées par Macron, en faisant pression sur les travailleurs pour qu'ils acceptent des mutations.

Tout cela s'accompagne d'une campagne contre les fonctionnaires, qui coûteraient trop cher et seraient des privilégiés. Le gouvernement essaie même de faire croire qu'il s'agit d'une revendication du mouvement des gilets jaunes. Mais avoir un salaire garanti à la fin du mois n'est pas un privilège : c'est un droit, pour chaque travailleur.

La Chambre d'Agriculture change de mains mais au profit de qui ?

Du 14 au 31 janvier 2019 ont eu lieu les élections des membres des Chambres d'Agriculture de France et de l'Outre-mer.

C'est le syndicat FDSEA qui est arrivé en tête dans presque toutes les Chambres d'Agriculture.

À La Réunion, la liste d'alliance FDSEA et Jeunes Agricultures a devancé deux autres principales listes, celle de la CGPER (Confédération générale des planteurs et éleveurs de La Réunion) un temps proche de la Confédération paysanne et celle du président sortant, l'UPNA (Union pour notre agriculture), créée quelques mois seulement avant les élections, issue d'une scission d'avec la CGPER.

Sur les 33 sièges répartis en 10 collèges, la FDSEA/JA en a obtenu 14, ce qui lui a assuré une majorité, confortée par l'appui du Crédit Agricole, de Groupama, de la Fédération des coopératives agricoles et de la CFDT qui a obtenu 5 sièges sur 6 dans les deux collèges des salariés agricoles.

Dans ce contexte de division de la CGPER et de l'UPNA, la FDSEA revient donc à la direction de la chambre verte 12 ans après l'avoir quittée, soit durant deux mandatures.

Le programme électoral de la FDSEA n'était pas bien différent de ceux des deux autres listes. Son président Frédéric Vienne, devenu le nouveau président de cet établissement public, a parlé d'apporter un peu plus de diversification dans l'agriculture dominée par la canne à sucre, de favoriser les produits « péi » fortement concurrencés par l'importation, et aussi de la nécessité d'augmenter les pensions des retraités agricoles qui sont plus nombreux que les actifs (12 000 retraités pour 9600 exploitants) et qui touchent pour bon nombre d'entre eux aux alentours de 400 euros de retraite par mois.

Vienne prétend rendre les planteurs de cannes maîtres de leur production pour ne plus être sous la férule de l'usinier, en l'occurrence

Tereos qui en fixe les règles.

Cette attitude d'opposition à l'industriel, son syndicat l'avait affichée lors des grèves et manifestations des planteurs pour une valorisation du prix d'achat de la canne aux mois de mai, juin et juillet 2017.

La FDSEA avait alors fait irruption dans les usines de Bois Rouge et du Gol et détruit une parcelle d'expérimentation de cannes à sucre appartenant à Tereos. Cet acte a d'ailleurs valu à ses principaux leaders une condamnation par la justice.

Le président Vienne déclare vouloir privilégier l'agriculture « familiale » et développer la « vente directe » par les agriculteurs qui sont à 70 % hors de filières organisées, ajoutant que « *les agriculteurs n'ont pas attendu les gilets jaunes pour faire ce qu'ils font depuis des années sur les marchés forains* ».

Certes. Mais comment le président de la Chambre compte-t-il s'y prendre sans s'opposer aux intérêts des coopératives, surtout qu'au sein de la Chambre d'Agriculture, nombre d'élus sont aussi administrateurs de coopératives, à commencer par le deuxième vice-président, président de la l'Urcoopa qui exerce un quasi monopole dans la filière agro-alimentaire ?

Les relations entre les coopératives et la FDSEA qui se retrouvent souvent côte à côte dans différentes commissions et organismes agricoles, ne sont pas nouvelles. Ensemble, elle mettent depuis des années les petits agriculteurs à la portion congrue à un point tel qu'ils finissent parfois par abandonner leurs champs ou leurs élevages.

À La Réunion, la pression exercée sur les petits planteurs par les usiniers, les coop et les banques a entraîné la disparition progressive des agriculteurs et à nouveau une concentration des terres et des exploitations entre les mains des moyens et gros agriculteurs.

En effet, il ne reste plus que 9600

agriculteurs aujourd'hui contre 15 000 en 1990. Les plus petits survivent grâce aux subventions publiques et à l'appui apporté par la Chambre d'Agriculture.

Le nouveau président prétend que dans certaines communes de l'île, les agriculteurs ne voient plus les agents de la Chambre d'Agriculture. Il voudrait que les premiers puissent davantage bénéficier de l'aide technique et des conseils apportés par les seconds. Mais en faisant quoi ? Le président envisage-t-il d'embaucher des agents supplémentaires en nombre suffisant ?

Probablement pas, car depuis plus de vingt ans, État, Europe et Conseil départemental mettent la pression pour diminuer le personnel, pression à laquelle cèdent sans trop de résistance les différentes directions qui se succèdent à la Chambre.

La décrue s'est amorcée en 2001 sous la mandature précisément de la FDSEA qui avait mis en place un « plan de redressement » pour faire face soi-disant aux difficultés budgétaires de la Chambre qui dépend à 80 % de fonds publics. L'effectif de la Chambre est passé de 225 salariés à 165 actuellement et c'est toujours le même son de cloche de baisse des effectifs qu'entendent les salariés de la Chambre d'Agriculture. La nouvelle majorité assure comme les autres ne pas vouloir entreprendre des licenciements secs mais le chantage à l'emploi reste présent.

Les salariés, bien sûr, mais aussi les petits agriculteurs ont tout intérêt à ce que la Chambre d'Agriculture continue de jouer son rôle de service public. Mais pour cela, il faudrait qu'ils s'opposent à la politique inverse des gouvernements qui dépouillent les établissements publics au profit des entreprises privées, en réclamant notamment que l'argent public leur soit consacré au lieu d'arroser à coup de milliards les capitalistes, en l'occurrence de l'agro-alimentaire.

Édouard Philippe et le RSA : acharnement antipauvres

Lors d'une réunion avec des élus locaux et des patrons de PME dans le Finistère, Édouard Philippe s'est dit favorable à la mise en place de « *contreparties, d'activités d'intérêt général* » aux aides sociales.

En clair, il s'agirait d'obliger les bénéficiaires du RSA à travailler gratuitement quelques heures. Cet acharnement antipauvres n'est pas nouveau : Philippe ne fait que reprendre une vieille lune démagogique déjà bien usée, sous-entendant que les bénéficiaires du RSA profitent indûment des allocations, donc de l'argent public. À quelques mois des élections européennes, la sortie de Philippe s'inscrit dans la continuité de celles de Macron pour plaire à l'électorat de droite et flatter les préjugés contre les pauvres en général et les travailleurs au chômage en parti-

culier.

Cela, alors que plus d'un tiers de ceux qui auraient droit au RSA ne le demandent pas, et que bien des allocataires se voient déjà contraints de trouver un emploi de misère, les 551 euros mensuels pour une personne seule et 992 euros avec deux enfants leur permettant à peine de survivre.

Derrière cette démagogie, il y a la volonté de peser sur tous les travailleurs en favorisant la création d'emplois archi sous-payés.

Quand il s'agit de s'attaquer au monde du travail, les finances publiques ont bon dos : le gouvernement n'a pas exigé du patronat des contreparties avant de pérenniser le CICE sous forme de réduction de charges et de le doubler cette année, jusqu'à atteindre 40 milliards d'euros, indûment perçus, eux. Les profi-



teurs se trouvent bien là. D'autant que les aides sociales finalement aident avant tout le patronat, qui peut ainsi se décharger sur la société de la survie de ceux qu'il prive de travail.

Contre l'antisémitisme et le racisme : une lutte qui ne peut pas se mener au côté du pouvoir

La bordée d'injures essuyée le 16 février par l'intellectuel réactionnaire Finkelkraut de la part de manifestants en gilets jaunes a été le point de départ d'une opération politique, celle consistant à utiliser cet incident pour tenter de discréditer l'ensemble du mouvement des gilets jaunes.

La ficelle, déjà utilisée quelques jours auparavant, est un peu grosse : l'antisémitisme avéré de quelques manifestants ne peut faire oublier les revendications sociales mises en avant par le mouvement, ni la façon à la fois démagogique et répressive dont le gouvernement tente de l'arrêter.

Dans un deuxième temps, on a vu, sur le grand air de « l'unité nationale », tous les partis qui depuis 40 ans alternent au gouvernement s'empresser de se donner rendez-vous pour manifester pour défendre les « valeurs de la République ». Après quelques hésitations, le parti de Le Pen a été laissé à l'écart, sa filiation avec l'extrême droite antisémite étant

un peu trop voyante. Pourtant Finkelkraut lui-même, martyr et héros de cette nouvelle croisade, a regretté qu'un parti représentant tant d'électeurs ne puisse se joindre à l'union nationale. Pourquoi n'y serait-il pas en effet, puisque l'Église catholique et la droite française, qui furent unies contre Dreyfus puis derrière Pétain, y étaient ?

Tous les partis tenants de l'ordre, de LR au PCF, ont apporté leur concours intéressé à la « défense de la République ». Sous le prétexte frauduleux de la lutte contre l'antisémitisme et de la défense des « valeurs républicaines », ils défendent en fait une société de classes et d'oppression, qui nourrit et exsude par tous ses pores préjugés, inculture, arriération, racisme et... antisémitisme.

L'antisémitisme ne peut être réellement combattu qu'en contestant le racisme en général et toutes les discriminations, en particulier alors qu'elles viennent de ces gouvernants qui prétendent les combattre.

Heureusement, ce même 19 février, une autre manifestation était organisée dans le quartier parisien de Ménilmontant, à l'initiative de l'Union juive française pour la paix, rejointe par d'autres organisations. Ses initiateurs ont dénoncé la manifestation gouvernementale, en se proclamant juifs et antisionistes. Et en effet, si l'antisémitisme provoque une indignation plus que légitime, elle ne peut pas s'exprimer en manifestant au côté de partis et de gouvernants qui assument la responsabilité de toutes les tares de cette société.



Wikipedia.org

Abus sexuels dans l'Église : la loi du silence



PxHere

Que ce soit à l'encontre de jeunes adultes, de religieuses ou de séminaristes, les abus sexuels dans l'Église ont toujours été couverts par la hiérarchie, jusqu'aux plus hauts échelons. Cette situation résulte de ce qu'est l'Église elle-même, un corps social centralisé, hiérarchisé, qui protège comme cela sa fortune et son pouvoir. L'obligation du célibat ne visait d'ailleurs pas à empêcher les curés d'avoir une vie sexuelle, mais

surtout à ce que les évêques médiévaux n'aient pas d'héritiers légitimes à qui léguer fortune et pouvoir. Cette mesure, comme l'exclusion des femmes de la prêtrise, est devenue un moyen d'augmenter la cohésion du clergé, sa discipline et sa fidélité au pape.

Les prêtres, comme on l'a vu dans les affaires de pédophilie, refusent l'intrusion de la justice civile dans leurs affaires, n'ont de comptes à rendre qu'à leurs chefs. Ils ont pour mission de guider les fidèles, sont nommés par leurs supérieurs, déplacés comme le veut l'évêque, et soumis, pour les plus fanatiques d'entre eux, à une « obéissance de cadavre ». On entre dans le clergé par cooptation, après une longue formation, on revêt l'uniforme et, dès lors, on dicte le juste comportement à ses ouailles.

Les cas d'abus sexuels dans l'Église sont comparables à tous ceux exercés par des hommes ayant autori-

té, étant ou se croyant au-dessus de tout contrôle et de tout jugement. Le fait qu'ils aient été cachés si longtemps est caractéristique d'une secte, quand bien même elle compte des centaines de millions de membres. Le nombre de cas de pédophilie est proportionnel au nombre d'enfants confiés aux curés dans ce cadre particulier.

Ces turpitudes n'ont jamais empêché les prélats de faire la morale au monde entier, de s'ériger en spécialistes de l'éducation des enfants, de dire ce qui est licite ou non dans la vie amoureuse, la contraception, la procréation, etc. La bonne société n'en a pas moins continué de faire sa révérence à l'Église et de la proclamer comme un témoin de moralité, quitte ensuite bien sûr à faire comme bon lui semble. Cela juge l'une et l'autre.

DANS LES ENTREPRISES

SAINT-LOUIS SUCRE

Une note salée pour les travailleurs et les planteurs

La direction de Saint-Louis Sucre a annoncé jeudi 14 février la fermeture de deux sucreries de betteraves et celle d'un site de conditionnement en France, entre 300 et 400 emplois menacés au total. Le 1er février, le groupe Südzucker, premier groupe sucrier européen, dont Saint-Louis Sucre est une filiale, avait annoncé la fermeture de deux sucreries en Allemagne.

Depuis la fin des quotas de production et des prix garantis en Europe, en octobre 2017, les groupes sucriers font face à une surproduction qu'ils ont eux-mêmes favorisée en incitant les agriculteurs à augmenter les surfaces destinées à la production de betteraves. La production est passée de 17 millions de tonnes de bette-

raves à 21 millions en Europe.

Ces groupes qui contrôlent le marché s'appuyaient sur des perspectives d'exportation puisque, en octobre 2017, s'ouvrait aussi la possibilité d'exporter librement d'Europe vers le reste du monde. En France d'ailleurs, plus de la moitié de la production est exportée, alors que d'autres zones du monde sont elles aussi de très gros producteurs de sucre comme le Brésil, l'Inde ou la Thaïlande.

La mise en concurrence à l'échelle mondiale est alimentée par ces groupes européens eux-mêmes. Le groupe français Téréos est présent dans 17 pays et il est le troisième producteur du Brésil. À l'issue de cette bataille entre capitalistes, le

nombre de groupes sucriers en Europe et dans le monde sera réduit mais ceux qui resteront sur le marché comptent bien que leurs profits soient maintenus ou progressent.

Ce jeu de Monopoly se fait avec la peau des planteurs et des travailleurs. Ces guerres commerciales et industrielles provoquent des gâchis humains, matériels inacceptables, simplement parce que les dirigeants de ces groupes considèrent le personnel et les agriculteurs comme la variable d'ajustement qui doit payer les conséquences de leurs choix. Il n'y a pas à l'accepter.

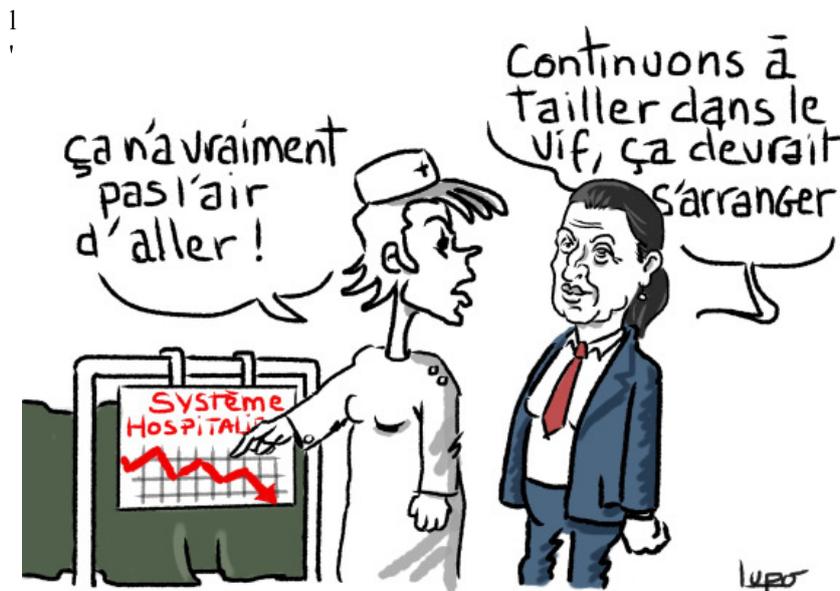
Hold-up de la direction sur les RTT des agents du paramédical

À l'occasion de la tenue du dernier Comité Technique d'Établissement du CHU tenu mercredi 20 février, Callenge, son directeur a annoncé son intention de supprimer les 12 jours de RTT dont bénéficiaient les agents du secteur paramédical depuis leur passage aux 35 heures.

Ce coup de force contre ces salariés de l'établissement public de soins permettra à la direction d'économiser, aux dires des syndicats, pas moins de 40 emplois temps plein.

Cette mesure aura pour effet d'augmenter encore plus la fatigue de ces travailleurs dont beaucoup se retrouvent aujourd'hui en burn-out tant les effectifs sont insuffisants pour faire face à l'augmentation permanente de leurs charges de travail.

La direction du CHU et le Copermo (Comité Interministériel de Performance et de Modernisation de



Offre de Soins) ne comptent pas s'en arrêter là puisqu'ils affichent leur intention de réaliser encore 10 millions d'économies supplémentaires en diminuant la masse salariale du CHU.

Leur politique s'inscrit complètement dans celle du gouvernement qui impose la diète aux services publics utiles à la population pour mieux conforter les profits des groupes capitalistes.

DANS LE MONDE

ALGÉRIE

La candidature de Bouteflika met les Algériens dans la rue

Les différentes fractions de la bourgeoisie et du pouvoir n'ont donc trouvé un accord que sur le fait de reconduire Bouteflika, le vieux président de 81 ans. Très diminué par la maladie, sa personne semble à l'heure actuelle la seule à pouvoir garantir une stabilité politique profitable aux affaires du grand patronat algérien et étranger. La bourgeoisie a été en effet largement servie sous le règne de Bouteflika et de son clan. Avantages fiscaux, subventions et autres crédits à taux avantageux ont représenté des milliards de dollars offerts aux investisseurs algériens et étrangers.

Sous prétexte de développer

l'industrie algérienne, le gouvernement a déroulé le tapis rouge aux constructeurs automobiles européens et asiatiques. La construction de l'usine d'assemblage de Renault à Oran a été financée à 70 % par l'État algérien, qui verse en plus au constructeur automobile une aide de 12 000 dinars mensuels par travailleur, tout en lui offrant le marché algérien sur un plateau. Parallèlement, le pouvoir poursuit une politique d'austérité, payée par les travailleurs qui subissent les conséquences de la dégradation de la situation sociale.

Mais il n'est pas dit que tout se passe comme le pouvoir l'a prévu. La

candidature de Bouteflika, tellement malade qu'il est présent dans les médias uniquement au travers de son « cadre », sa photo, a été ressentie comme une marque de mépris par les Algériens. Depuis la fin février, ils manifestent en masse pour dénoncer cette imposture, ils ne veulent pas être gouvernés par un « cadre ». Mais au-delà de Bouteflika, c'est tout le système qu'il faut remettre en cause, un système au service des riches d'Algérie, de l'armée et des capitalistes de France... Les travailleurs algériens qui ont su se battre dans le passé contre nombre d'opresseurs peuvent en prendre conscience.

Un gouvernement criminel

Sept cheminots maliens sont morts au cours de la grève de la faim entamée pour réclamer des arriérés de salaires. Nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) décrivaient ce mouvement dans leur journal *Le Pouvoir aux travailleurs* du 10 janvier dernier.

Le mouvement, commencé il y a deux mois, continue aujourd'hui encore et l'État ne veut toujours pas verser l'intégralité des salaires dus aux cheminots. Voici les méfaits d'un gouvernement malien que les dirigeants français soutiennent à bout de bras, le qualifiant de « démocra-

tique », mais qui préfère laisser mourir de faim des travailleurs que de les payer.

« Depuis le 19 décembre dernier, des cheminots maliens sont en grève de la faim pour réclamer le paiement des neuf mois d'arriérés de salaire que leur doit la Régie des chemins de fer Bamako-Dakar.

Ils sont plusieurs dizaines à s'être installés sous des abris de fortune près de la gare ferroviaire de Bamako. Ils ont choisi de se priver de nourriture pour attirer l'attention du gouvernement, qui a jusqu'ici refusé de les écouter.

Après quelques jours de jeûne, certains ont été transportés vers les

hôpitaux car leur état de santé s'est fortement dégradé. Leurs familles sont venues les soutenir devant la gare. Le gouvernement a fini par verser les salaires de deux mois sur les neuf mais les cheminots n'ont rien touché du fait qu'ils s'étaient endettés auprès des banques et que celles-ci ont bloqué les sommes versées.

Les grévistes de la faim réclament le versement de la totalité des arriérés. Ils sont décidés à poursuivre leur mouvement. Jusqu'ici, le gouvernement ainsi que la Régie jouent sur la carte du découragement des grévistes de la faim... »

MAURICE

Licenciements brutaux chez Palmar Limitée

À Maurice, les 1300 ouvriers et ouvrières de l'entreprise textile de Palmar Limitée située à Rivière du Rempart se sont retrouvés vendredi 22 mars devant les portes fermées de leur entreprise.

Non content de leur interdire l'accès à leurs postes de travail en cadenassant les portes, leur patron avait pris le soin de faire surveiller la cour par des chiens !

Les salariés de cette usine savaient que leur entreprise rencontrait des difficultés financières et qu'elle faisait face à une concurrence internationale d'autres capitalistes (ou les leurs mêmes!) exerçant dans des pays à coûts salariaux encore inférieurs à ceux pratiqués à Maurice, mais le fait que leur patron se soit bien gardé de venir discuter de la situation avec eux et les mette sur le carreau du jour au lendemain les a

fait réagir.

Plusieurs dizaines d'entre eux se sont tout de suite regroupés devant les portes de l'entreprise demandant s'ils allaient garder leurs emplois et si leurs salaires allaient continuer à leur être versés. Certains travaillent dans cette usine depuis 40 ans. Ils ont contribué à enrichir son propriétaire. Il est donc tout à fait normal qu'il leur rende des comptes.

Dans cette situation, pour faire valoir leurs droits, ils ne pourront compter que sur leurs propres forces, certainement pas sur le gouvernement mauricien qui n'a rien trouvé de mieux que de dépêcher immédiatement sa police sur les lieux en menaçant les ouvriers présents de les arrêter pour avoir manifesté pour « public gathering », sans autorisation !



Suivez le blog de
Nathalie Arthaud :

<http://www.nathalie-arthaud.info>

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au
journal *Lutte ouvrière - Île de
La Réunion* pour une période
de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme
deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-

BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-
reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282